

ÉDUCATION. Dégradation des conditions de travail des enseignants

L'intersyndicale boycotte l'instance

LA LOI de transformation de la fonction publique a changé son nom : la formation spéciale santé sécurité et conditions de travail (FS-SSCT) remplace l'ancienne dénomination CHSCT.

Pour la tenue de cette nouvelle instance consultative au sein des services de l'Éducation nationale de la Manche, les organisations syndicales FSU, SGEN-CFDT, FO, UNSA et SUD l'ont boycottée, lundi matin, afin de protester contre les conditions de travail : « elles se sont considérablement dégradées et rien n'est mis en place pour redresser la situation ».

« L'institution a une faible sensibilité à nos conditions de travail »

Dans un contexte où la réforme des retraites va repousser l'âge de départ à 64 ans, l'intersyndicale redoute une aggravation : « A partir de 50 ans, les collègues sont en difficulté. Ils sont de plus en plus nombreux à demander un temps partiel ou à quitter le métier pour faire autre chose ».

Selon l'intersyndicale, les signalements ne sont pas pris en compte alors que le métier est confronté à des difficultés de recrutement : « il ne se passe rien ou si peu ».

Pour les syndicats, la prévention au travail n'est pas une priorité dans le département : « l'institution a une faible sensibilité à nos conditions de travail ; elle ne veut pas voir » souligne Pascal Roger de la FSU. Les moyens, dans l'ancienne académie de Caen, se résument à « un médecin, une infirmière et une psy du travail pour 25 000 agents. C'est dire le peu de moyens mis en oeuvre pour s'occuper de la santé des personnels de l'Éducation nationale ».

« La moyenne nationale est d'un médecin pour 16 000 agents pour une préconisation d'un médecin pour 2 500 agents, précise Antonio Gomes de Sud Éducation. Il faudrait que le ministère recrute 400 médecins à temps plein. » Avec la pénurie médicale, la situation n'est pas près de s'arranger.

A travers ce boycott, les syndicats ont voulu aussi alerter l'inspection académique sur le fonctionnement de cette instance qui prévoyait vendredi une demi-journée de

préparation et lundi une demi-journée de plénière. Ils souhaiteraient que ces deux demi-journées soient regroupées sur une seule journée afin de limiter les trajets à Saint-Lô et les remplacements en classe pour représentation du personnel.

« Notre métier, c'est d'enseigner »

« On nous demande d'enseigner l'écocitoyenneté à nos élèves et notre administration nous demande de faire deux déplacements... », constate Richard Viaux du SGEN-CFDT. « Notre métier, c'est d'enseigner », rappelle Antonio Gomes.

Gilles PATRY



Pascal Roger de la FSU, Richard Viaux du SGEN-CFDT et Antonio Gomes de SUD Éducation ont expliqué, lors d'un point presse, les raisons du boycott de la formation spéciale de lundi matin.